



Informations du Guatemala

1ère Année / N°38

du 17 au 24 septembre 1983

Politique

Analyse de la sécurité dans la région
Mejia Victores : Des propositions de paix, des perspectives "simplistes"
On sollicite l'aide militaire des Etats-Unis
Reprise des activités du CONDECA
Des conditions humiliantes
ACR : L'armée est divisée
Des conseillers de Rios Montt exilés
L'extrême-droite manifeste son appui au gouvernement
La dissolution du conseil d'Etat est ordonnée

Economie

Une nouvelle loi sur le pétrole

Contre-insurrection

Les troupes lancent une nouvelle contre-offensive
La politique de déplacement des populations s'intensifie
Les détentions en masse augmentent
Les paysans encerclés par les militaires
Les propriétaires fonciers : L'armée n'est pas vigilante

Insurrection

Gaspar Ilom : L'insurrection a fait un saut qualitatif
50 pertes dans la capitale
Un sous-commissariat attaqué
Activité intense des FAR dans Le Peten

Mouvement populaire

Rassemblement des sans-travail

Droits de l'Homme

L'évêque dénonce l'escalade de la violence
Plus de 100 cadavres découverts dans un cimetière clandestin
Ils recherchent les disparus
Il y a des prisons clandestines
Des catéchistes catholiques séquestrés

POLITIQUE

ANALYSE DE LA SECURITE DANS LA REGION

Selon la déclaration du 20 septembre de l'ambassadeur nord-américain au Guatemala, la Commission Kissinger se rendra en Amérique Centrale en octobre pour traiter, "avant tout, du problème de la sécurité de la région face à l'agression externe".

Frédéric Chapin s'exprimait lors d'un séminaire sur les perspectives économiques et commerciales, auquel assistaient 300 membres du secteur privé centraméricain et des représentants officiels du secteur de l'économie et du commerce de la région.

Selon Chapin, "la prospérité du Guatemala dépend, entre autres facteurs, de la sécurité du pays face aux attaques de l'extérieur". L'initiative de regroupement des pays de la Caraïbe, proposée par l'administration Reagan, est "un programme économique, mais ne constitue pas une fin dans la politique des Etats-Unis -en Amérique Centrale- car nos objectifs sont de plus grande envergure".

MEJIA VICTORES : DES PROPOSITIONS DE PAIX, DES "PERSPECTIVES SIMPLISTES"

Inaugurant le séminaire en question, le 18 septembre, le général Mejia Victores, chef du gouvernement guatémaltèque, a déclaré que le plan nord-américain d'aide aux pays de la Caraïbe et d'Amérique Centrale présente des aspects "très positifs" et "envisage notre problématique d'un point de vue plus réaliste".

Se référant à la situation en Amérique Centrale, il a affirmé que certains prétendent "de l'extérieur, nous dicter des formules magiques pour résoudre nos maux, ceci dans une perspective très simpliste".

Le 15, le général Mejia Victores a déclaré "collaborer aux efforts de recherche de paix du groupe de Contadora", mais qu'il "incombe aux centraméricains uniquement de trouver des solutions à leurs propres problèmes".

ON SOLLICITE L'AIDE MILITAIRE DES ETATS-UNIS

Le chef de l'état-major de l'armée a fait savoir, le 20 septembre, que le gouvernement du Guatemala demandera une aide militaire aux Etats-Unis par l'intermédiaire de l'envoyé spécial nord-américain, Henry Kissinger. Ce dernier arrivera au Guatemala le 13 octobre.

Mario Lopez Fuentes a ajouté que les forces armées guatémaltèques ont besoin d'avions et d'hélicoptères, "nécessaires pour atteindre les endroits les plus retirés". De plus, selon le chef militaire, les pièces de rechange, l'équipement et l'armement de la flotte aérienne sont indispensables, car "à la longue, ses capacités s'épuisent dans un affrontement constant".

REPRISE DE L'ACTIVITE DU CONDECA

Le général Mejia Victores a soutenu, le 16 septembre qu'il "n'y aura aucune base militaire des Etats-Unis au Guatemala, parce que nous n'avons aucun engagement en ce sens et que l'on ne nous a rien demandé".

Quant à la reprise des activités du Conseil de la Défense centraméricain (CONDECA), qui réunit les forces militaires des pays de l'isthme, le général Mejia Victores a déclaré qu'il "faudra le remettre en activité" et fait savoir que trois pays -Guatemala, Honduras et Le Salvador- sont intéressés par cette question.

DES CONDITIONS HUMILIANTES

Le chef de l'état-major de l'armée, le général Hector Mario Lopez Fuentes, a fait savoir que le régime militaire guatémaltèque a souligné, le 20 septembre, les conditions "humiliantes" posées par l'Espagne à la reprise des relations diplomatiques entre les deux pays. Le général a assuré que la question soulevée par l'Espagne est contraire à la dignité du pays.

Le 19 septembre, Fernando Moran, ministre des Affaires Etrangères de l'Espagne, a affirmé au cours d'une réunion avec la presse à Madrid que "si le Guatemala nous donne une satisfaction morale, je ne vois aucun inconvénient à soulever la question de la normalisation en conseil des ministres".

L'Espagne a rompu ses relations diplomatiques avec le Guatemala à la suite de la prise d'assaut et de l'incendie de l'ambassade de ce pays par les forces du gouvernement, le 31 janvier 1980.

Le personnel de l'ambassade, à l'exception de l'ambassadeur Maximo Cajal y Lopez, faisait partie des 39 personnes ayant trouvé la mort lors de l'attaque.

ACR : L'ARMEE EST DIVISEE

Luis Hurtado Aguilar, secrétaire général du Comité pour la formation du parti centriste l'Alliance Civique Révolutionnaire (ACR) a affirmé, le 18, que "la situation actuelle de division au sein de l'armée fera que d'ici peu, nous assisterons à un nouveau changement de la présidence de la République, d'autant plus quand les autorités actuelles commenceront à gouverner sur le dos du peuple".

L'ACR "considère que la résistance du gouvernement à convoquer des élections rapidement (...) n'est rien de plus qu'une ruse visant à faire oublier au peuple la participation des militaires gradés aux fraudes électorales précédentes et à la corruption administrative".

Toujours selon Hurtado Aguilar, "les dispositions prises par ce gouvernement sont négatives, puisqu'elles émanent d'éléments qui ne bénéficient pas de l'appui populaire".

DES CONSEILLERS DE RIOS MONTT EXILES

Les huit jeunes officiers qui constituaient le groupe de conseillers de l'ex-président Efraim Rios Montt ont été virtuellement exilés, en étant désignés comme auxiliaires militaires dans les ambassades du Guatemala en Amérique du Sud.

Le vice-ministre des Relations Extérieures, Frederico Fashen a signalé que le gouvernement ne faisait que "pourvoir quelques postes vacants en Amérique du Sud". Mais on a appris de sources militaires que le haut commandement militaire craignait que les huit officiers ne complotent un nouveau coup d'Etat.

L'EXTRÊME-DROITE MANIFESTE SON APPUI AU GOUVERNEMENT

Les dirigeants du Mouvement de Libération Nationale (MLN) et de la Centrale Authentique Nationaliste (CAN) ont rencontré le chef de l'Etat le 14 septembre. Au sortir de la réunion, ils ont déclaré avoir renouvelé l'appui de leur parti au gouvernement et lui avoir offert leur collaboration pour les situations à caractère politique.

De son côté, le Parti Institutionnel Démocratique (PID) a affirmé, le 11 septembre être disposé à fournir son appui au nouveau gouvernement.

Le Parti National Rénovateur (PNR) a également montré sa sympathie pour le nouveau régime, surtout en ce qui concerne les modifications de la loi sur le pétrole, dues aux besoins des compagnies étrangères qui ont des activités dans le pays.

LA DISSOLUTION DU CONSEIL D'ETAT EST ORDONNEE

Suivant le décret signé le 23 septembre par le chef de l'Etat, le conseil d'Etat sera dissout le 1er octobre. La décision officielle entérine ainsi les pétitions du MLN, du PID et de la CAN, qui jugeaient le conseil d'Etat peu fonctionnel.

Marco Tulio Trejo Paiz, représentant du secteur de la presse au sein de cet organisme a commenté que "la dissolution du conseil d'Etat pourrait nous faire retomber dans la dictature, car il n'y a aucune raison pour qu'il soit supprimé".

"Nous nous trouvons dans une situation proche de ces farces de la politique traditionnelle", a-t-il ajouté, signalant que la dissolution du conseil pourrait favoriser de nouvelles fraudes électorales.

E C O N O M I E

UNE NOUVELLE LOI SUR LE PETROLE

Le général Mejia Victores a signé le 16 septembre le décret-loi N° 109-83, en application de la loi sur les hydrocarbures ou loi sur le pétrole. Cette loi apporte des changements dans la distribution des participations à l'exploitation du pétrole guatémaltèque, qui étaient de 55% pour l'Etat et de 45% pour les compagnies pétrolières.

Le nouveau décret fixe la participation de l'Etat à 30%, celle des compagnies privées atteignant 70%.

La compagnie française Elf Aquitaine, qui exploite plusieurs puits, avait menacé, il y a quelques jours, de suspendre ses activités au cas où la nouvelle loi, annoncée récemment par l'ambassadeur Frédérick Chapin, n'aurait "pas stimulé la recherche des ressources énergétiques".

CONTRE-INSURRECTION

LES TROUPES LANCENT UNE NOUVELLE CONTRE-OFFENSIVE

Le sous-secrétaire des Relations Publiques de la présidence, Ramon Carrillo, a fait savoir le 23 septembre que le gouvernement préparait une nouvelle campagne pour combattre l'insurrection.

Depuis la prise de pouvoir du nouveau gouvernement, le 8 août, les forces armées ont effectué des opérations intensives de ratissage dans le Nord-Ouest du pays, des battues dans l'Ouest et des arrestations massives dans les villes.

LA POLITIQUE DE DEPLACEMENT DES POPULATIONS S'INTENSIFIE

Selon les déclarations du chef d'état-major, l'armée reconnaît avoir opéré le déplacement, en un mois et demi, de 17 mille paysans.

Le 18, le général Hector Mario Lopez Fuentes a fait savoir que 5 mille paysans ont eu recours à l'amnistie décrétée par le gouvernement en faveur des insurgés qui déposent les armes, et que 12 mille paysans, réfugiés dans les montagnes des départements du Quiché, du Huehuetenango et de Alta Verapaz, se sont rendus à l'armée.

Les paysans sont regroupés près des camps, des bases et des brigades militaires des départements cités, dans des "camps de réfugiés internes". Les organisations humanitaires ont dénoncé le fait que ces camps constituent un pas de plus vers l'implantation de hameaux stratégiques, mis en place par l'ex-président Rios Montt.

LES DETENTIONS EN MASSE AUGMENTENT

Selon des informations émanant du bureau des Relations Publiques de la police nationale, en 6 jours, 1.700 personnes (des deux sexes et y compris des mineurs) ont été capturées par les forces conjointes de l'armée et de la police nationale.

Toujours d'après ces mêmes sources, une vaste opération contre-insurrectionnelle, l'opération "poulpe", a eu lieu, particulièrement dans les faubourgs marginaux de la capitale.

LES PAYSANS ENCERCLES PAR LES MILITAIRES

De source officielle, on apprend que les forces de l'armée et de la police ont organisé des battues dans les départements du Quetzaltenango et de San Marcos, à l'Ouest du pays pour capturer "des insurgés et confisquer des armes".

Ces opérations ont abouti à l'arrestation de plus de 1000 paysans. Ils ont été conduits à El Tumbador, San Marcos, et enfermés dans un camp militaire installé à cet effet près du marché et de la place du village. L'armée a présenté les paysans à la presse comme des réfugiés internes.

LES PROPRIETAIRES FONCIERS : L'ARMEE N'EST PAS VIGILANTE

De grands propriétaires fonciers du Nord et de l'Ouest du pays ont affirmé

à la presse locale que "apparemment, la vigilance de l'armée a diminué, ce qui a permis une plus grande liberté" aux groupes insurgés, qui ont intensifié leurs actions politico-militaires dans ces régions.

INSURRECTION

GASPAR ILOM : L'INSURRECTION A FAIT UN SAUT QUALITATIF

"L'intervention des Etats-Unis va avoir, et a déjà, des effets contraires à ceux recherchés par l'administration Reagan ; au lieu d'anéantir le mouvement révolutionnaire armé, elle amplifie l'aire du conflit et unit les centraméricains". C'est ce qu'a déclaré Gaspar Ilom, commandant en chef de l'Organisation du Peuple en Armes (ORPA), dans un document remis à la presse pour célébrer le 4^e anniversaire des opérations et les 12 ans de lutte de cette organisation.

Le commandant Gaspar affirme que l'insurrection guatémaltèque a fait un saut qualitatif au cours de cette dernière année d'opérations, ce qui apparaît dans la concentration des forces dans les fronts de guérilla, la réalisation d'actions en commun par les forces de l'Unité Révolutionnaire Nationale Guatémaltèque (URNG), le perfectionnement dans la tactique politico-militaire employée et le développement de techniques de combat meilleures.

Le bilan des opérations de l'ORPA établit qu'elle a effectué, cette année, 122 piratages de radios, occupé 73 domaines, villages et municipalités, et causé 843 pertes à l'armée au cours de 80 opérations militaires.

Le commandant en chef de l'ORPA souligne que l'unité des forces rebelles au sein de l'URNG n'est pas suffisante et qu'il "est nécessaire de sceller une alliance large avec tous les secteurs populaires, démocratiques, progressistes et patriotiques". Gaspar Ilom s'adresse à ces groupes : "Nous devons les accueillir, en maintenant une politique de respect de l'idéologie".

50 PERTES DANS LA CAPITALE

Selon un communiqué de cette organisation publié le 18 septembre, les unités de l'Organisation du Peuple en Armes (ORPA) ont infligé au moins 50 pertes aux forces du gouvernement lors de deux opérations réalisées le 13 septembre dans la capitale.

Les unités urbaines de l'ORPA ont attaqué les installations du 4^e corps de la police nationale à 19h45, provoquant au moins 10 pertes aux forces de police.

Ce même jour, à 21h10, une embuscade a été tendue à un convoi militaire formé de 3 camions à 50 mètres de l'entrée principale de la plus importante brigade militaire du pays, la brigade Mariscal Zavala. L'armée a perdu 40 hommes et l'un des camions a été entièrement détruit.

UN SOUS-COMMISSARIAT ATTAQUE

Les forces insurgées ont attaqué, le 21 septembre le sous-commissariat de la police nationale de San Antonio Suchitepequez, dans le département de Suchitepequez, Sud-Ouest du pays. Des sources officielles ont annoncé la mort, à la suite de l'attaque, du lieutenant Hector Antonio Calderon Ceron, chef du poste.

Des habitants de la localité ont affirmé que, ce même jour, un violent affrontement entre les soldats et les insurgés a eu lieu en dehors de l'agglomération ; le bureau des Relations Publiques de l'armée n'a rien dit à ce sujet.

ACTIVITE INTENSE DES FAR DANS LE PETEN

Le 19 septembre, un blindé léger de l'armée est tombé dans une embuscade tendue par les unités des Forces Armées Rebelles (FAR) dans le département du Peten, au Nord du pays. Le blindé léger a explosé en plein sur une mine de type Claymore.

Le 21, les unités du FAR ont tendu une embuscade aux troupes gouvernementales dans la municipalité La Libertad, dans le Peten, provoquant la mort de 5 soldats. 10 soldats gravement blessés ont été transportés à l'hôpital de militaire de la capitale, ainsi que l'a reconnu le bureau des Relations Publiques de l'armée dans un communiqué.

Les FAR assurent avoir de plus mené l'occupation politico-militaire de la coopérative agricole Bethel, située au bord du fleuve Usumacinta.

A ce propos, le bureau des Relations Publiques de l'armée a affirmé, le 21 septembre : "Nous ne pouvons affirmer avoir le contrôle de cette région -Le Peten- ... Les nouvelles poussées subversives constituent une manoeuvre pour distraire nos troupes dans une région où nous n'avons pas de présence militaire".

Il existe néanmoins dans Le Peten une brigade militaire, l'école d'entraînement des Kaibiles (troupes d'élite), une base de la force aérienne guatémaltèque et plusieurs détachements militaires.

MOUVEMENT POPULAIRE

RASSEMBLEMENT DES SANS-TRAVAIL

Des travailleurs licenciés par diverses administrations se sont rassemblés le 14 septembre dans le parc La Concordia, dans la capitale.

M. Gerardo Fialpo, un des licenciés, a déclaré que le gouvernement du général Mejia Victores avait interrompu plusieurs grands travaux commandés par l'Etat, notamment la construction de routes, de projets hydroélectriques, d'écoles etc. et que plus de 10 mille travailleurs se trouvaient sans emploi en raison de cette politique.

Les travailleurs ont signalé leur difficulté à assurer leur subsistance, due au manque de travail dans le pays.

DROITS DE L'HOMME

L'EVEQUE DENONCE L'ESCALADE DE LA VIOLENCE

"Nous avons noté ces derniers jours une escalade de la violence dans le pays : on découvre de toutes parts des cadavres de guatémaltèques torturés et assassinés", a déclaré le 19 septembre Monseigneur Ramiro Pellecer, vicaire

capitulaire de l'archidiocèse du Guatemala, exprimant ainsi la profonde préoccupation de l'Eglise Catholique sur la situation du pays.

"Les enlèvements illégaux de citoyens sont également des actes qui ne correspondent pas à la forme de respect de la vie humaine", a-t-il ajouté.

PLUS DE 100 CADAVRES DECOUVERTS DANS UN CIMETIERE CLANDESTIN

Un cimetière clandestin a été découvert dans la région du Chichicastenango, département du Quiché, Nord-Ouest du pays. Le cimetière comptait plus de 100 cadavres des deux sexes, répartis dans 17 fosses communes. Les cadavres, en état de décomposition avancée, n'ont pu être identifiés.

Les habitants de la localité ont déclaré l'avoir découvert en ramassant du bois.

ILS RECHERCHENT LES DISPARUS

Des centaines de parents ont eu recours, ces derniers jours, aux différents moyens d'information pour faire connaître la situation dans laquelle ils vivent depuis les séquestrations de leurs enfants, qui se sont produites au cours de ces derniers mois.

Les plaignants ont dit s'être adressés aux autorités, aux quartiers généraux des militaires, aux centres de police et aux juges, mais qu'aucune réponse claire en vue d'établir le lieu de détention des disparus ne leur a été fournie.

Ils ont également fait savoir que, le mois précédent, plus de 100 cadavres ont été trouvés sur les routes et dans les villes du pays. Les cadavres avaient été mutilés afin de ne pas être identifiés et portaient des traces de torture.

Ils ont demandé aux autorités de libérer les disparus ou de les traduire devant les tribunaux, attirant l'attention sur le fait que "la plupart sont des personnes d'humble condition qui travaillent et ont une famille nombreuse à charge".

IL Y A DES PRISONS CLANDESTINES

Maria Cruz Lopez Rodriguez a dénoncé l'existence de prisons clandestines au Guatemala, dans une lettre-ouverte publiée par la presse le 14 septembre. Maria Cruz Lopez, condamnée à 30 ans de prison, a écrit sa lettre en prison et l'a faite parvenir à la presse.

Elle dénonce le traitement cruel et inhumain ainsi que les constantes menaces que les forces de sécurité lui ont fait subir. Elle souligne également l'irrégularité de son procès, car on ne lui a pas permis de se défendre, ni même de faire appel à sa condamnation.

DES CATECHISTES CATHOLIQUES SEQUESTRES

Les catéchistes catholiques Guadalupe Lara Perez, Roman Elias et Julian Bac ont été séquestrés entre le 8 et le 14 septembre dans la ville de Santa Lucia de Cotzumalguapa, département de Escuintla, Sud du pays. 40 autres catéchistes ont dû se cacher, ayant été victimes de plusieurs tentatives d'enlèvement à leur domicile.

Les organisations chrétiennes et la famille du sacerdote de la localité ont indiqué qu'il était recherché par des supposées forces du gouvernement.